

Chronique Commerciale Américaine



UQAM



Centre d'études sur l'intégration
et la mondialisation

The background of the cover is a photograph of the White House in Washington, D.C., with the American flag flying on a tall pole in front of it. A large blue diagonal overlay covers the lower half of the image, where the title and author's name are placed.

L'Indo-Pacifique dans la rivalité commerciale États-Unis - Chine : l'enjeu des réseaux d'alliances

Brice Armel Simeu



Résumé analytique

L'Indo-Pacifique est au cœur de la rivalité manifeste entre les États-Unis et la Chine. Au cours de l'automne 2023, Joe Biden s'est évertué à renforcer la présence économique et militaire américaine en Asie-Pacifique, convoquant un sommet États-Unis-îles du Pacifique à Washington, après un sommet trilatéral avec le Japon et la Corée du Sud. En réponse, Xi Jinping s'est investi à obtenir l'élargissement des BRICS lors du sommet de Johannesburg, afin de sécuriser des partenariats stratégiques pour l'économie chinoise. Les pays de l'ASEAN et les îles du Pacifique sont des acteurs courtisés dans cette rivalité sino-américaine croissante.

Nous revenons sur le jeu d'équilibriste auquel ils sont confrontés. Face à la montée en puissance de l'influence chinoise, Washington s'active dans une diplomatie multilatérale, régionale et bilatérale offensive, alliant commerce et sécurité, avec des promesses d'investissements massifs dans les infrastructures transnationales. L'objectif est double : contenir la Chine, tout en déployant une influence structurelle dans l'Indo-Pacifique à travers des réseaux d'alliances.



Sommaire

Les îles du Pacifique : un renouveau d'intérêt américain 06

L'Indo-Pacifique : des rivalités commerciales inscrites dans les confrontations stratégiques 08

Le contrôle des corridors commerciaux et maritimes 11

Entre Washington et Pékin, le jeu des « équilibristes » 12

La Chine reste incontournable, mais jusqu'à quel point ? 13

L'endiguement de la Chine ne suffira pas : la montée en importance des joueurs « multialignés » 15

Perspectives 17

Le 15 novembre 2023 restera la date d'une rencontre particulièrement importante entre Xi Jinping et Joe Biden après des mois de dialogue crispé entre la Chine et les États-Unis. Le sommet de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) qui s'est tenu à San Francisco du 15 au 17 novembre 2023 aura servi de prétexte à ce rendez-vous de haut niveau, alors que les tensions commerciales et stratégiques n'ont cessé de s'accumuler. Les deux dirigeants ont voulu donner à cette occasion des signes d'apaisement sans toutefois parvenir à aplanir leurs désaccords. Le but affiché par Joe Biden était de trouver le juste équilibre pour gérer la rivalité avec la Chine de manière « responsable » afin « qu'elle ne dégénère pas en conflit »¹, notamment sur la question de Taïwan. Il faut dire que l'automne 2023 a été marqué par la multiplication de rencontres plurilatérales parallèles sous l'impulsion des deux superpuissances, illustrant une intense compétition par initiatives diplomatiques interposées. L'espace Indo-Pacifique est au centre de cette course d'influence hégémonique. Faisons un bref récapitulatif.

À la fin du mois de septembre 2023, Joe Biden a convoqué le premier sommet États-Unis-îles du Pacifique, après des années d'engagements politique et diplomatique relativement timides des américains dans le Pacifique. Ce sommet n'aurait pas suscité une attention particulière s'il n'intervenait quelques semaines après la convocation d'un sommet trilatéral États-Unis-Japon-Corée du Sud convoqué par l'administration Biden. Le « pivotement vers l'Asie » initié par Barack Obama² dans la politique commerciale américaine s'accélère et se consolide sous Joe Biden, s'illustrant de manière saillante dans ces deux sommets successifs. De plus, au sommet du G20 à New Delhi en Inde - toujours au mois de septembre 2023- Joe Biden organisait aux côtés de Narendra Modi le Premier ministre indien, un sommet spécial pour évoquer la menace de l'expansionnisme chinois dans l'Indo-Pacifique et afficher leur alliance en mettant fin à leurs litiges commerciaux devant l'OMC.³

Xi Jinping n'avait pas fait le déplacement. La Chine est clairement au cœur de l'agenda stratégique et commercial des États-Unis. C'est un fait indiscutable. A travers les épisodes de guerre tarifaire et les rounds de négociations bilatérales tendues, l'administration Trump avait consolidé l'argument de la sécurité nationale pour justifier la rivalité commerciale avec la Chine. Sous Joe Biden, les signaux d'une poussée des tensions commerciales sino-américaines ne s'apaisent pas, alors que se succèdent les mesures restrictives sur les semi-conducteurs, l'intelligence artificielle, les brevets, la coopération scientifique ou encore les minerais critiques.

Les lignes de front de la diplomatie commerciale se multiplient et son engagement intensif dans de nouveaux formats plurilatéraux et régionaux est un marqueur du retour offensif des États-Unis dans les arrangements institutionnels internationaux.

Une dynamique portée en grande partie par la remobilisation des ressources de la diplomatie multilatérale américaine par l'administration Biden. Alors que la montée en puissance du rival chinois se poursuit avec l'initiative de la Ceinture et de la Route (Belt and Road Initiative), elle s'étend désormais à l'intelligence artificielle avec l'annonce par Xi Jinping lors du 3^{ème} Forum des pays impliqués dans le BRI, d'un investissement de 1000 milliards de dollars dans « l'initiative mondiale pour la gouvernance de l'intelligence artificielle » (GAIGI).⁴

Les corridors commerciaux terrestres et maritimes font aussi l'objet de cette rivalité. Pour répondre à l'extension croissante de l'emprise chinoise sur les routes commerciales, Washington a récemment décidé d'investir massivement dans les infrastructures transnationales de transport et les câbles sous-marins de télécommunication dans le Pacifique.⁵

L'administration Biden a ainsi annoncé le déblocage de 810 millions de dollars en investissements sur 10 ans dans les îles du Pacifique; le retour de plusieurs missions diplomatiques des États-Unis dans les pays de la région;⁶ et un renforcement des partenariats de sécurité avec plusieurs pays de la région, un an après la signature d'un partenariat de sécurité entre les îles Salomon et la Chine. Qu'est ce qui explique ce retour d'intérêt marqué des États-Unis ? Quelles sont les lignes de fond de ce renouveau d'attention commerciale et géoéconomique américain pour l'Indo-Pacifique ?

Au-delà de l'argument rhétorique de la menace de l'expansionnisme chinois, les décisions et les annonces multiples de l'administration Biden s'inscrivent-ils dans une logique exclusive d'endiguement de la Chine ou révèle-t-il un néo-expansionnisme étatsunien dont la stratégie américaine dans l'Indo-Pacifique ne serait que la feuille de route pour l'Asie ?

Les îles du Pacifique : un renouveau d'intérêt américain

Depuis l'administration Trump, le discours de l'exécutif américain sur la sécurité nationale porte l'ombre de la rivalité commerciale avec la Chine. Joe Biden s'inscrit dans la continuité de son prédécesseur. Cela est déjà reconnu. La politique commerciale des États-Unis est résolument alignée sur les enjeux géopolitiques et semble se confiner à une réactivité constante au déploiement progressif mais continu du rival chinois. À la différence de l'Asie du Sud-Est, la région du Pacifique avait perdu l'attention des États-Unis depuis des décennies, son poids dans les échanges commerciaux américains n'étant pas significatif, les meilleurs chiffres situent autour d'un milliard de dollars de biens importés de cette région en 2019.⁷ Mais cette situation est amenée à évoluer comme le déclarait la Vice-présidente Kamala Harris dans son allocution au Forum international des États du Pacifique en

2022, annonçant que les États-Unis allaient tripler leurs aides au développement économique des îles du Pacifique.⁸ Mais de qui parlons-nous ? La désignation îles du Pacifique regroupe les trois régions océaniques de Micronésie, Mélanésie et Polynésie (figure 1). La Micronésie couvre un arc de chaînes d'îles comprenant Guam, Kiribati, les îles Mariannes du Nord, les îles Marshall, les États fédérés de Micronésie, Nauru et Palau. La Mélanésie située au sud de la Micronésie comprend les économies et les populations les plus importantes⁹ et regroupe : les îles Fidji, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Îles Salomon, la Nouvelle-Calédonie et le Vanuatu. La Polynésie quant à elle regroupe un ensemble d'îles plus petites et dispersées comprenant les Samoa américaines, les îles Cook, la Polynésie française, les îles Pitcairn, les îles Samoa, les îles Tonga, les îles Tuvalu et Wallis-et-Futuna,

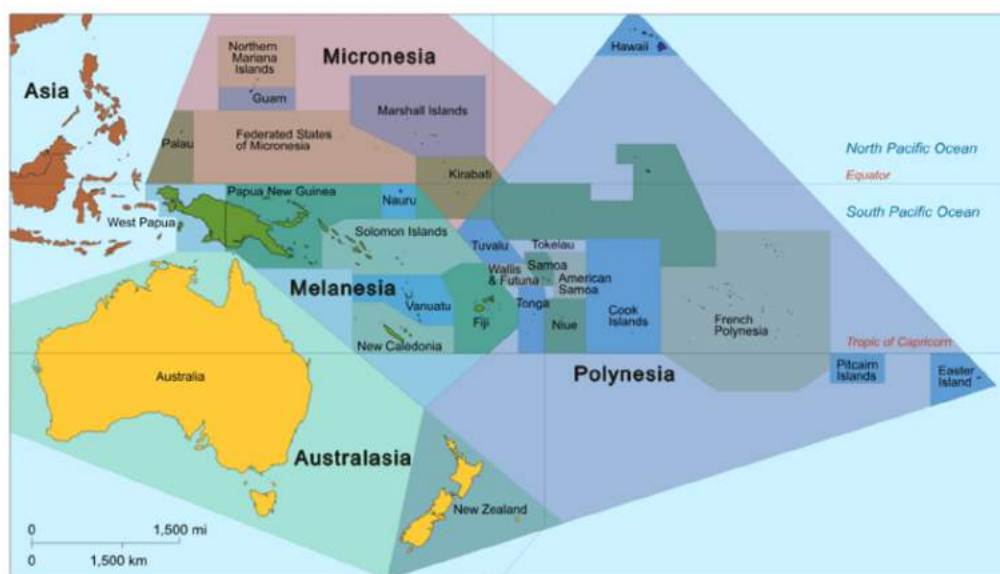


Figure 1 : Carte des îles du Pacifique

Source : Cruickshanks

Le réveil d'intérêt de Washington pour les îles du Pacifique semble traduire une volonté de contrecarrer la montée en influence de la Chine plutôt qu'une volonté hégémonique de contrôler un espace commercial stratégique qui abriterait ses intérêts névralgiques.

En effet, les îles du Pacifique sont des économies essentiellement tournées vers l'extraction de ressources naturelles (gaz naturel, minerais, métaux) et le tourisme. Le poids économique de cette région est négligeable dans le commerce extérieur américain, voire insignifiant. Les chiffres le montrent. Les États-Unis ont fourni 725 millions de dollars (3,0 %) des importations des îles du Pacifique en 2021, contre un peu plus de 1,1 milliard de dollars en 2019. Ce qui est relativement faible. Par ailleurs, plusieurs îles du Pacifique bénéficient du système américain généralisé de préférences (US Generalized System of Preferences) pour accéder au marché américain.¹¹ Entre 2017 et 2021 seulement trois investissements américains majeurs étaient signalés dans la région.¹² De plus, les États-Unis constituent le septième marché pour les exportations des îles du Pacifique en 2021. Par contre, la Chine n'a cessé d'accroître sa présence économique dans la région,

devenant le principal partenaire commercial et stratégique de nombreuses îles du Pacifique. Pékin est ainsi devenu le premier fournisseur des biens aux économies du Pacifique en 2021 (5,5 milliards de dollars), représentant 22,9 % de toutes les importations des îles du Pacifique et devançant la Corée du Sud (4,0 milliards de dollars, 16,7 %).¹³ La Chine concentre désormais environ un quart des exportations des pays de la région, même si l'Australie, Taïwan et les États-Unis demeurent encore des destinations majeures pour les exportations des îles du Pacifique, le poids des États-Unis n'a cessé de baisser. Le volume des échanges commerciaux constitue un enjeu moins saillant pour Washington. Le PIB agrégé des îles du Pacifique était de 60,5 milliards de dollars en 2021 et le total des importations de biens s'élevait à 23,2 milliards de dollars en 2020.¹⁴ Ce sont inévitablement des petits joueurs du commerce mondial, mais des joueurs d'importance dans les corridors maritimes et océaniques indispensables au commerce international. C'est le cœur du réveil d'intérêt américain pour les îles du Pacifique en particulier et pour l'Indo-Pacifique en général.



L'Indo-Pacifique : des rivalités commerciales inscrites dans les confrontations stratégiques

La région de l'Indo-Pacifique est cruciale pour l'accès aux marchés émergents, le contrôle des corridors commerciaux majeurs et des chaînes de valeur des technologies critiques. L'intérêt des États-Unis et de nombreux pays développés pour cet espace stratégique est croissant, du fait de l'importance de plus en plus grandissante de la Chine dans les économies océaniques.

Cette montée en puissance de la Chine se traduit par une rivalité étendue avec les États-Unis pour disposer d'un rôle clé dans les accords de libre-échange ou des partenariats économiques régionaux afin de sécuriser leur domination technologique.

Le rôle central de l'Indo-Pacifique dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, notamment pour des secteurs clés comme l'électronique, les métaux critiques ou les technologies sensibles peut expliquer cette réalité. Au-delà des énoncés généraux inscrits dans le document de la stratégie américaine en Indo-Pacifique¹⁵ axée sur la préservation d'un espace ouvert et la poursuite de la prospérité partagée, face au rival chinois, on peut résumer celle-ci en quatre piliers clés :¹⁶

- Aligner les enjeux commerciaux sur les enjeux de sécurité nationale ;
- Réduire l'exposition de l'économie américaine à la Chine par une stratégie de dé-risking (découplage) et d'amilocalisation en direction des partenaires économiques alliés ;
- Soutenir la montée en puissance de l'Inde pour contrecarrer l'influence de la Chine dans la région ;
- Multiplier les alliances avec les économies régionales comme l'Indonésie, Singapour, la Malaisie et d'autres pays de l'ASEAN (Association of Southeast Asian Nations), afin de diluer le poids diplomatique et économique de Pékin dans ces espaces.

La mise en place de cette politique s'est traduite par l'adoption du Chips and Science Act et la signature de décrets présidentiels par Joe Biden pour interdire ou limiter l'accès des entités chinoises aux technologies américaines sensibles dans l'électronique, l'informatique quantique ou l'intelligence artificielle.¹⁷ Pékin a également pris des mesures de rétorsion, en limitant ses exportations de minerais critiques en direction des États-Unis, notamment le galium et le germanium qui entrent dans la fabrication de puces électroniques.¹⁸ Ainsi, les tensions entre les États-Unis et la Chine vont inévitablement entraîner des perturbations, des reconfigurations ou des diversifications des chaînes d'approvisionnement.

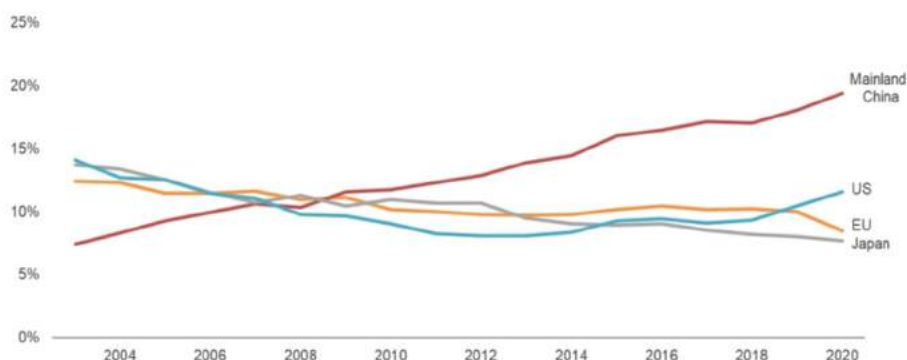
Les entreprises chercheront à minimiser les risques liés aux tarifs douaniers et aux autres formes de contraintes normatives et restrictions commerciales décidés dans la cadre de la rivalité entre les deux puissances.

Les investissements chinois dans des infrastructures critiques, comme les ports, les réseaux de télécommunication et l'énergie sont perçus depuis Washington à travers le prisme de la sécurité nationale et de l'influence géopolitique. Avec les tensions dans le détroit de Taïwan, la montée des confrontations dans la mer de Chine méridionale, Washington et ses alliés régionaux cherchent à sécuriser les routes commerciales déterminants pour leurs intérêts économiques. Ce qui se manifeste par une lutte d'influence qui influe sur les dynamiques d'intégration régionale, affectant à la fois les relations bilatérales et multilatérales au sein de la région, avec des pays de l'ASEAN (Indonésie, Malaisie, Singapour, Philippines, Viêt Nam, Laos, Brunei, Birmanie, Thaïlande, Cambodge, Papouasie-Nouvelle-Guinée.) qui se retrouvent tiraillés entre les intérêts de rivaux hégémoniques.¹⁹ Pékin s'érige en défenseur du principe de non-ingérence, en renforçant l'attractivité de son Initiative de la Ceinture et de la Route pour consolider et étendre l'interconnexion infrastructurelle et commerciale. En réponse, Washington en promoteur d'un ordre fondé sur les règles, multiplie et approfondie les accords et les partenariats commerciaux bilatéraux et régionaux

fondés sur les normes et les valeurs de gouvernance démocratique, de liberté de commerce, ou encore de défense des droits de propriété intellectuelle. Cependant, la montée en puissance des capacités technologiques et logistiques de l'armée chinoise ainsi que les revendications territoriales régulières de Pékin en mer de Chine méridionale se sont traduites par une amplification de l'investissement militaire américain dans les pays de la région.²⁰ Les alliances de sécurité collective avec le Japon, l'Australie, les Philippines, ou la Corée du Sud s'accompagnent d'accords de libre-échange revisités qui intègrent le de-risking vis-à-vis de la Chine notamment sur le commerce des semi-conducteurs ou les technologies sensibles.²¹ Les États-Unis s'allient notamment au Japon pour proposer des offres de financements alternatifs aux fonds chinois aux pays de la zone Indo-Pacifique, en misant sur des taux d'intérêt plus bas et des projets de meilleure qualité. Mais l'ancrage de Pékin dans les chaînes d'approvisionnement des économies voisines ne sera pas facile à défaire. Ayant la Chine comme premier partenaire économique et commercial en Asie, de nombreux alliés régionaux des États-Unis notamment dans l'ASEAN, sont confrontés à des choix difficiles concernant les fournisseurs et les standards technologiques. La Chine ne cessant de prendre de l'ampleur dans le commerce intrarégional comme le montrent les figures ci-dessous (figure 2).

ASEAN's Major Trading Partners

% share of ASEAN's total trade value



Note: The UK left the EU on 31 January 2020.
Source: ASEANstats

Figure 2 : Les principaux partenaires commerciaux des pays de l'ASEAN

Arbitrer entre leur dépendance économique vis-à-vis de la Chine, le principal moteur de croissance de la région, et la nécessité de diversifier leurs partenariats économiques pour réduire les vulnérabilités sous la pression des États-Unis n'est pas des plus simple (figure 3). Après huit années de négociation, la signature en 2020 du RCEP (Regional Comprehensive Economic Partnership), un accord de facilitation des échanges destiné à favoriser la coopération économique entre la Chine, les Pays de l'ASEAN, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et la Nouvelle Zélande, constitue un tournant dans la région.

La Chine qui avait initié ces négociations commerciales a habilement opéré un coup diplomatique historique. Le déficit de leadership des États-Unis pour faire fonctionner à plein régime le CPTPP (Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership) lancé par Obama et boudé par Donald Trump, a ouvert la voie au succès de Pékin. Le RCEP est ainsi devenu le plus grand accord de libre-échange intégrant l'ASEAN à ce jour, couvrant de ce fait un marché de 2,2 milliards de personnes avec une taille de 26,2 mille milliards de dollars, soit 30 % du PIB mondial.

ASEAN has a high economic dependence on both China and the US
(US\$ bn)

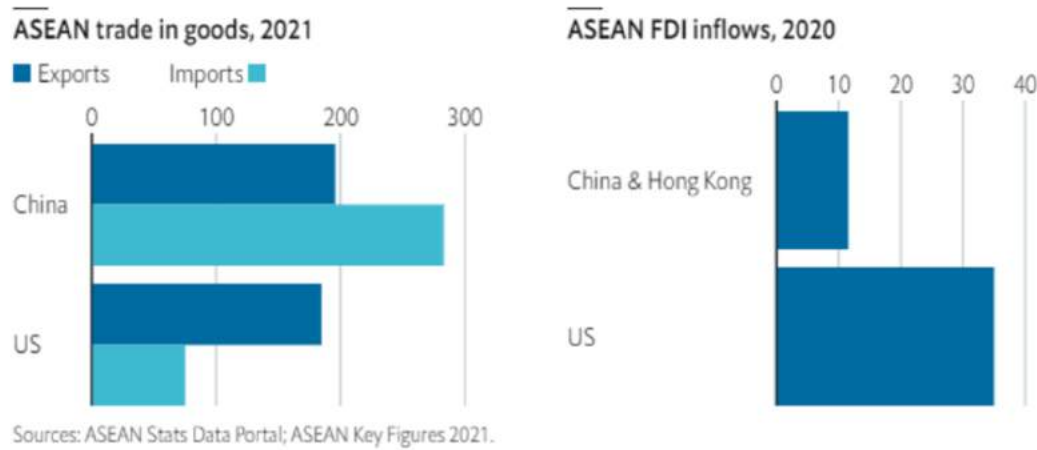


Figure 3 : commerce des pays de l'ASEAN avec la Chine et les États-Unis



Le contrôle des corridors commerciaux et maritimes

La rivalité pour le contrôle des corridors commerciaux n'est pas nouvelle. Mais elle a pris une ampleur globale en 2021 avec l'annonce par Joe Biden et ses homologues du G7 du lancement de l'initiative Build Back Better World (B3W) à l'issue du sommet de Londres.²² Ce programme d'investissement en infrastructures dans la zone Indo-Pacifique prévoit de mobiliser plus de 150 milliards de dollars pour répondre au déploiement de la Chine dans les corridors commerciaux terrestres et maritimes à travers le BRI. Tout comme le BRI, le B3W veut s'étendre dans les pays en développement en finançant les projets d'infrastructures. Si Washington est le chef de file de ce projet qui ambitionne de contenir l'expansion de Pékin dans le Sud Global, le B3W se greffe à

une diversité initiatives occidentales tels que le Global Gateway de l'Union européenne (300 milliards d'euros),²³ ou encore le Partenariat pour des infrastructures de qualité mené par le Japon et l'Union européenne depuis 2015.²⁴ La rivalité États-Unis-Chine dans l'Indo-Pacifique fait ainsi émerger une forme de régionalisme « biface » ou « à deux visages », marqué par une concurrence des influences extérieures. Les États engagés dans des processus d'intégration régionale en Asie se retrouvent confrontés à la rivalité de leurs partenaires économiques et commerciaux névralgiques, qui leur proposent des visions et des modèles différents de marché et de société.

Entre Washington et Pékin, le jeu des « équilibristes »

Au cœur de la compétition sino-américaine en Asie-Pacifique, certains pays émergents de la région sont contraints d'équilibrer leurs dépendances vis-à-vis des rivaux hégémoniques. L'Indonésie en tant que point de passage clé des routes maritimes entre l'Océan Indien et le Pacifique, occupe une position stratégique. De ce fait, elle cherche une position d'équilibre dans ses relations avec les États-Unis et la Chine, tout en mettant l'accent sur une politique étrangère indépendante et active. Elle coopère avec la Chine dans le cadre de l'initiative "Belt and Road" pour le développement d'infrastructures, mais reste également engagée dans des partenariats sécuritaires et commerciaux avec les États-Unis. C'est le cas aussi de la Malaisie. Entretenant des liens économiques forts avec la Chine, son plus grand partenaire commercial, la Malaisie, bénéficie d'investissements chinois importants dans les infrastructures et la technologie, tout en maintenant des liens sécuritaires et des accords commerciaux bilatéraux cruciaux avec les États-Unis. Son voisin le Viêt Nam a plusieurs différends maritimes avec la Chine en mer de Chine méridionale, ce qui le pousse à renforcer ses capacités militaires et à chercher un appui auprès des États-Unis. Avec la Chine comme partenaire économique important,²⁵ le Viêt Nam a

activement cherché à diversifier ses relations commerciales, notamment en participant à des accords de libre-échange. Il est ainsi partie prenante du PTPGP lancé par les États-Unis sous Barack Obama, mais aussi du RCEP négocié et conclu sous l'initiative de la Chine. Singapour, en tant que hub financier et commercial majeur, entretient d'importantes relations économiques avec la Chine et les États-Unis. Le pays est un fervent défenseur du libre-échange et de l'intégration économique régionale. Bien qu'il maintienne une politique de neutralité, il est un partenaire de sécurité clé des États-Unis dans la région, en leur offrant l'accès à ses installations portuaires et participant à des exercices militaires conjoints.

Ces pays jouent ainsi à des degrés variables un rôle d'équilibre et de médiation dans la région de l'Indo-Pacifique, cherchant à naviguer dans la rivalité sino-américaine sans s'aliéner aucune des deux grandes puissances. Une stratégie d'équilibriste qui s'apparente à un « dilemme du hérisson »,²⁶ évitant l'alignement exclusif avec l'une ou l'autre puissance tout en maximisant les avantages économiques et sécuritaires.

La Chine reste incontournable, mais jusqu'à quel point ?

La place prééminente que la Chine occupe désormais dans les corridors commerciaux et maritimes en Indo-Pacifique constitue un défi structurel de long terme pour les États-Unis et leurs alliés. L'emprise de Pékin s'est longuement confortée avec l'importance des prêts consentis et l'installation des entreprises chinoises dans les économies voisines.

L'ordre économique régional est sino-centré. C'est pourquoi en 2022, Joe Biden annonçait la création du Cadre économique Indo-Pacifique pour la prospérité (Indo-Pacific Economic Framework for prosperity – IPEF) réunissant autour des États-Unis, la Corée du Sud, le Japon, l'Inde, l'Australie, la Nouvelle Zélande, les îles Fiji, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour, la Thaïlande et le Viêt Nam dans l'ambition de contrer l'expansion de la Chine. La réalité économique est cependant difficile pour l'influence des États-Unis dans la région. En 2021, les pays de l'IPEF ont reçu en moyenne plus de 30 % de leurs importations en provenance de la Chine et y ont envoyé près de 20 % de leurs exportations. Ce qui traduit une augmentation moyenne de la part de la Chine de plus de 40 % pour les importations et de près de 45 % pour les exportations sur 10 ans.²⁷ Les chaînes de valeur en Indo-Pacifique se sont structurées avec les investissements directs chinois, mais leur connectivité croissante aux chaînes de valeur de d'autres régions du monde comme l'Europe ou les États-Unis ont rendu l'influence régional de la Chine structurelle.



Source : Direction générale du Trésor, France

Figure 4 : les liens commerciaux entre la Chine et les pays de l'ASEAN

La stratégie d'un régionalisme « d'alliance » fondé sur « l'amilocalisation »²⁸ promu par les États-Unis, au-delà d'être une réponse à cette expansion de fait de la Chine, s'inscrit dans une rivalité de modèle économique et de société.

L'amilocalisation dans la perspective américaine implique la défense des mêmes valeurs (démocratie, droits humains, État de droit), la poursuite d'intérêts convergents (liberté de commerce, prospérité partagée et concurrence loyale) et la défense de la sécurité nationale à travers un réseau d'alliances.

L'hégémonie structurelle de Pékin dans les économies de la zone Indo-Pacifique se traduit par une influence transnationale sur les chaînes de valeur régionales et globales qui s'étend à la diplomatie, la culture ou les valeurs. On est clairement passé d'un effet de gravitation à un effet de ramification à l'économie chinoise.

Si les États-Unis font montre d'une activité diplomatique renouvelée, la Chine n'est pas restée spectatrice des arrangements stratégiques qui se dessinent depuis Washington.

En septembre dernier lors du sommet des BRICS²⁹ à Johannesburg, le Président chinois a pesé de tout son poids pour l'élargissement de ce forum des puissances émergentes à ses nouveaux alliés du moyen orient dont l'Iran et l'Arabie Saoudite. Le mois d'après, Pékin convoquait plus d'une centaine de chefs d'État et de gouvernement au 3ième Forum de l'initiative de la Ceinture et de la Route pour la coopération internationale, afin de renforcer et propulser ses nouveaux investissements structurants dans les secteurs tels que l'intelligence artificielle et les câbles sous-marins de télécommunication comme nous le mentionnions plus haut.

Le déplacement de la croissance mondiale vers l'Asie du Sud-Est entraine un glissement des rivalités vers cet espace où deux dynamiques d'expansion semblent se dessiner : une expansion par effet de gravitation sur les économies dans la zone d'influence de la Chine, et une expansion par effet de ramification des économies dites « amies » à travers des réseaux d'accords, menée par les États-Unis mais aussi la Chine.



L'endiguement de la Chine ne suffira pas : la montée en importance des joueurs « multialignés »

La stratégie américaine de l'Indo-Pacifique repose sur la surveillance et le contrôle des grands corridors maritimes déterminants pour les échanges commerciaux internationaux, mais aussi pour les chaînes d'approvisionnement régionaux. Nous l'avons dit. Mais il faut bien clarifier la place des îles du Pacifique dans cette stratégie. En rivalité ouverte avec Pékin, Washington perçoit dans cette maîtrise des circuits de transport marchand, la réponse structurelle au déploiement des Nouvelles routes de la soie de Xi Jinping. La place des îles du Pacifique se situe dans cette réponse. Les routes océaniques et terrestres du commerce international dont l'Indo-Pacifique est aujourd'hui le poumon, constituent les lieux stratégiques de la compétition hégémonique entre les deux puissances. Le commerce est placé sous le parapluie de la sécurité. Les puissances émergentes et les pays dits « moyens-puissants » sont plus que jamais au cœur de ces dynamiques de construction de partenariats concurrents avec Washington et Pékin comme chefs de file rivaux.

Sommes-nous entrés dans l'ère du multialignement global, où les logiques de rigidité de blocs cèdent la place aux logiques de fluidité des réseaux d'alliances, mêlant interdépendance économique et rivalités stratégiques dans un « bol de spaghetti » qui ne cesse de s'étoffer ?

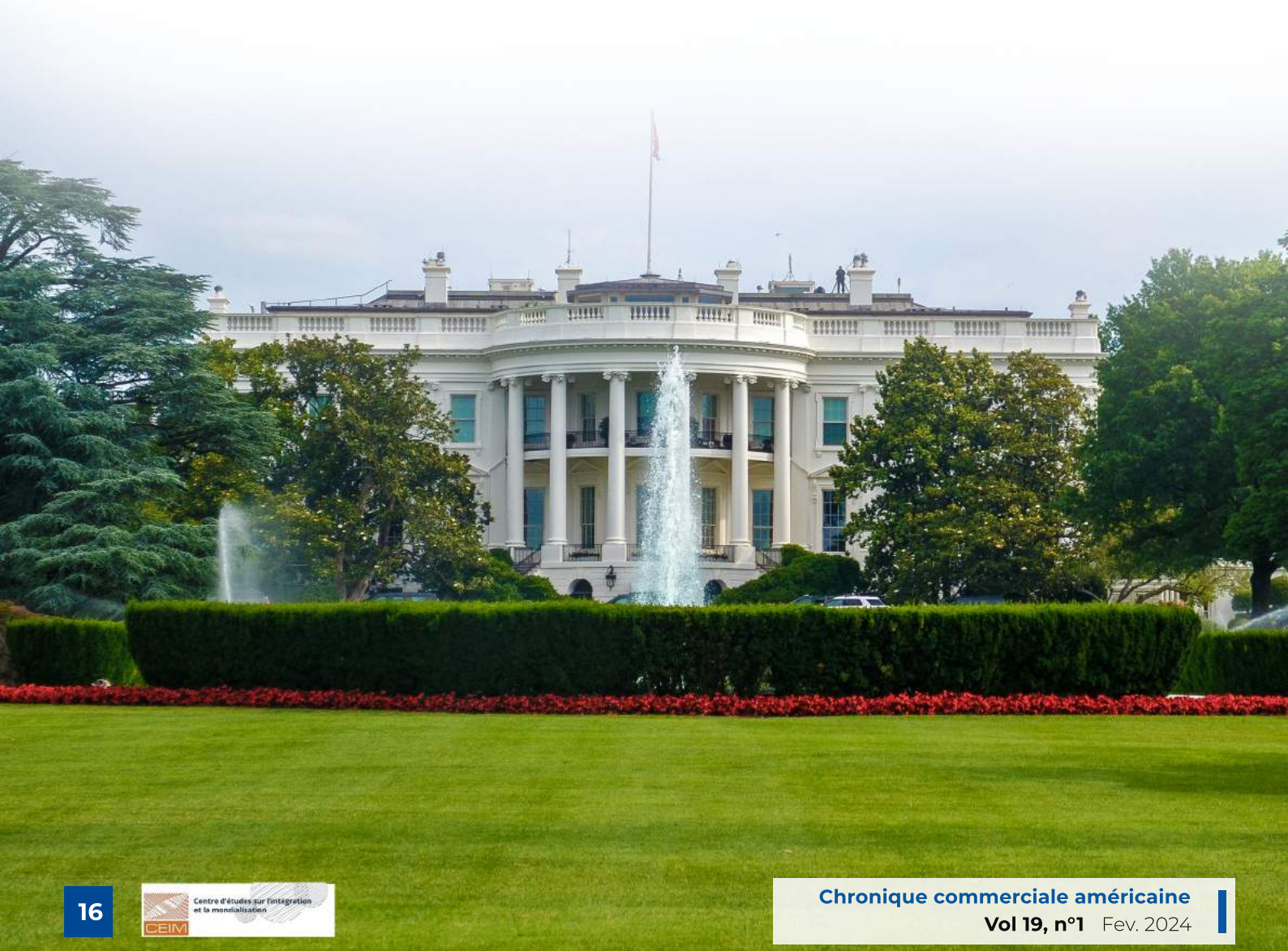
Joe Biden et Xi Jinping le savent, entre le découplage et l'interdépendance, la marge de manœuvre politique est mince. Une guerre commerciale continue aboutira à des fragmentations de chaînes d'approvisionnement critiques pour l'économie mondiale, avec des conséquences incertaines.

Un des acteurs majeurs de la stratégie américaine de l'Indo-Pacifique est l'Inde. New Delhi occupe en effet un rôle essentiel dans l'agenda de Washington pour contrer l'expansion de Pékin. Mais l'Inde ne veut pas servir de « cheval de Troie » à la guerre commerciale sino-américaine, malgré des mesures de limitation de sa dépendance vis à vis de la Chine par une politique de diversification de ses partenaires stratégiques. Elle évite néanmoins une rivalité trop acérée avec la Chine avec qui elle entretient déjà des tensions frontalières et des litiges territoriaux, tout en s'investissant pour équilibrer l'influence de cette dernière au sein des BRICS+. Le multialignement indien pourrait donc constituer à terme un régulateur « intelligent » de la rivalité entre Washington et Pékin dans l'Indo-Pacifique. L'Inde voulant préserver son potentiel de croissance et consolider son tissu industriel en plein développement. Si les Etats-Unis demeurent le premier partenaire commercial

de l'Inde avec 17,7% du total des exportations indiennes contre 3,3% pour la Chine³⁰, Pékin est le principal fournisseur de l'Inde en marchandises. En 2022, la Chine³¹ restait le premier déficit commercial bilatéral de l'Inde, à hauteur de 87,5 milliards de dollars.³¹ C'est dire qu'une rivalité directe avec la Chine apparaît précoce et plus nuisible que bénéfique pour l'Inde. En effet, les Etats-Unis demeurent le premier client de l'Inde, mais la Chine reste son premier fournisseur.

L'intérêt économique et commercial des États-Unis pour l'espace Indo-Pacifique est affiché par l'administration Biden comme une vision libérale et ouverte de l'Indo-Pacifique qui vise à contrecarrer la menace expansionniste d'une Chine qui ruse avec les règles du libre-échange. Mais en réalité la stratégie américaine ne se limite plus à procéder à un endiguement de la Chine en Asie.

Elle vise plus loin : affaiblir structurellement l'adversaire. Accentuer la pression des sanctions sur les entreprises chinoises, notamment en invoquant le risque de détournement des technologies américaines à des fins militaires, n'est qu'une option coercitive parmi d'autres. Un ensemble de signaux politiques et d'initiatives normatives plus structurantes initiées par l'administration Biden montrent qu'elle dispose d'une stratégie plus étoffée et plus cohérente que l'administration Trump. Cette stratégie ne repose plus sur l'objectif d'un simple endiguement de Pékin, mais adopte une démarche plus prudente aux conséquences plus profondes à long terme, fondée sur le dé-risking et l'amilocalisation. Le niveau d'interdépendance des deux économies les contraint toutefois à un minimum de « retenu stratégique » dans leur confrontation.





Perspectives

Si l'intérêt des États-Unis pour le contrôle des corridors du commerce mondial n'est pas nouveau, le discours intensif pour un libre-échange loyal et pour une zone Indo-Pacifique ouverte, est dirigé clairement contre le modèle politique centralisé et l'accumulation progressif d'influence de la Chine. L'on ferait erreur si l'on réduisait la stratégie Indo-Pacifique des États-Unis à la simple expression géoéconomique et sécuritaire des inquiétudes d'un hégémon en déclin. Face au géant chinois, Washington veut une coalition ciblée, large et organisée en cercles concentriques de pays tentés de glisser sous l'influence structurelle de Pékin. Pour répondre au redéploiement américain, la Chine poursuit une politique de sécurisation économique et commerciale en s'appuyant sur les investissements structurants massifs et en accélérant son emprise sur un réseau d'infrastructures de transports déterminant pour son programme d'expansion. Les turbulences de l'économie chinoise post-COVID-19 ont ralenti le rythme de déploiement de l'ambition chinoise, sans pour autant l'arrêter.

L'espace Indo-Pacifique constitue une zone importante de déploiement de cette rivalité hégémonique intense entre deux superpuissances interdépendantes qui auraient beaucoup à perdre dans une confrontation coercitive directe. La rivalité États-Unis-Chine dans l'Indo-Pacifique se résume au maintien d'un équilibre stratégique qui repose sur un niveau de contrôle acceptable des circuits d'échanges commerciaux par chaque partie à travers une concurrence de leurs réseaux d'alliances et de partenariats. Avec l'initiative de la Ceinture et de la Route tournée vers l'intelligence artificielle et les technologies de pointe, Xi Jinping oppose à la stratégie américaine d'endiguement, une stratégie de désenclavement stratégique, en misant sur le contrôle de corridors maritimes et terrestres vitaux pour l'expansion de l'économie chinoise, et en affichant une Chine qui se positionne aux yeux de ses partenaires comme un hégémon apaisé qui aspire à une domination plus discrète qu'impériale.

Refusant une confrontation directe avec les États-Unis, la Chine, consolide son influence sur les économies asiatiques voisines par effet de gravitation, tout en accélérant l'effet de ramification des économies « lointaines » via les corridors commerciaux sur lesquels elle exerce son contrôle.

- 1 - ICI Radio Canada (2023). « Biden et Xi renouent le dialogue, mais exposent aussi leurs différends au grand jour », publié avec l'Agence France Presse, consulté le 28 janvier 2024. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2027052/biden-xi-etats-unis-chinedialogue>
- 2 - Voir à ce sujet la Note de recherche de Christian Deblock « Les États-Unis, le Canada et les négociations Indo-Pacifique », novembre 2023, p5. https://ceim.uqam.ca/db/IMG/pdf/cahier_de_recherche_deblock-Indo-Pacifique-ceim.pdf
- 3 - La Tribune (2023). « G20 : Inde et États-Unis enterrent leurs différends commerciaux et affichent leur entente face à la Chine », consulté le 28 janvier 2024. <https://www.latribune.fr/economie/international/g20-inde-et-etats-unis-enterrent-leurs-differendscommerciaux-et-affichent-leur-entente-face-a-la-chine-975543.html>
- 4 - Ministry of Foreign Affairs of PRC (2023). « Global AI Governance Initiative », consulté le 28 janvier 2024. https://www.mfa.gov.cn/eng/wjdt_665385/2649_665393/202310/t20231020_11164834.html
- 6 - The White House (2023). "FACT SHEET: Enhancing the U.S.-Pacific Islands Partnership", consulté le 28 janvier 2024. <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2023/09/25/fact-sheet-enhancing-the-u-s-pacific-islandspartnership/#:~:text=Last%20year%2C%20the%20Biden%20Harris,%24810%20million%20in%20new%20assistance>
- 7 - United States International Trade Commission (2023). "U.S.-Pacific Islands Trade and Investment: Impediments and Opportunities". <https://www.usitc.gov/publications/332/pub5463.pdf>
- 8 - The White House (2022). "Remarks by Vice President Harris at the Pacific Islands Forum". <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/speeches-remarks/2022/07/12/remarks-by-vice-president-harris-at-the-pacificislands-forum>
- 9 - Ibid.
- 10 - Ibid.
- 11 - Ibid.
- 12 - Ibid.
- 13 - Ibid.
- 14 - Ibid.
- 15 - The White House (2022). "Indo-Pacific Strategy of United States". <https://www.whitehouse.gov/wpcontent/uploads/2022/02/U.S.-Indo-Pacific-Strategy.pdf>
- 16 - Voir aussi la Note de recherche de Christian Deblock « Les États-Unis, le Canada et les négociations Indo-Pacifique », novembre 2023. Pp7-8. https://ceim.uqam.ca/db/IMG/pdf/cahier_de_recherche_deblock-Indo-Pacifique-ceim.pdf
- 17 - Voir à ce sujet, la Chronique commerciale du CEIM, « Reshoring, nearshoring et friendshoring : la politique commerciale des États-Unis à l'offensive du contrôle des chaînes de valeur des semi-conducteurs ». Mai 2023. https://ceim.uqam.ca/db/IMG/pdf/chronique_commerciale_ceim_printemps_mai_2023_100_.pdf
- 18 - Lu, C. (2023). "Beijing Tightens Its Grip on the Critical Minerals Sector". Consulté le 28 janvier 2024. <https://foreignpolicy.com/2023/11/07/china-critical-mineral-rare-earth-supply-chain-electric-vehicle/>
- 19 - Deblock, C.(2023). « Les États-Unis, le Canada et les négociations Indo-Pacifique », Note de recherche CEIM. https://ceim.uqam.ca/db/IMG/pdf/cahier_de_recherche_deblock-Indo-Pacifique-ceim.pdf
- 20 - Bateman, J. (2022). "Maintaining a Military Edge Over China" in "U.S.-China Technological "Decoupling": A Strategy and Policy Framework". Carnegie Endowment for International Peace.p57-59.
- 21 - Voir à ce sujet la chronique commerciale du CEIM « Découplage commercial États-Unis-Chine : Joe Biden accélère la politique d'endiguement en Asie », septembre 2023, https://ceim.uqam.ca/db/spip.php?page=article-ceim&id_article=14304
- 22 - The White House (2021). "FACT SHEET: President Biden and G7 Leaders Launch Build Back Better World (B3W) Partnership". <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2021/06/12/fact-sheet-president-biden-and-g7-leaderslaunch-build-back-better-world-b3w-partnership/>
- 23 - Commission européenne (2023). « Global Gateway ». Global Gateway - Commission européenne (europa.eu)
- 24 - Le Service Diplomatique de l'Union Européenne (2019). « Partenariat entre l'Union européenne et le Japon pour une connectivité durable et des infrastructures de qualité ». https://www.eeas.europa.eu/eeas/partenariat-entre-lunioneurop%C3%A9enne-et-le-japon-pour-une-connectivit%C3%A9-durable-et-des_infrastructures-de-qualite_fr
- 25 - Le Viêt Nam a importé de la Chine 129 milliards de dollars en 2021 et exporté vers la Chine 57,8 milliards de dollars de biens. Viêt Nam (VNM) and China (CHN) Trade | The Observatory of Economic Complexity (oec.world)
- 26 - Le dilemme du hérisson, concept philosophique introduit par Arthur Schopenhauer et approfondi par Sigmund Freud, illustre la complexité des relations humaines à travers l'image de hérissons qui, cherchant à se réchauffer mutuellement pendant un hiver glacial, doivent maintenir une distance suffisante pour éviter de se blesser avec leurs piquants. Cette métaphore souligne le conflit inhérent aux relations interpersonnelles, où le besoin d'intimité et de connexion se heurte à la nécessité de préserver un espace personnel pour éviter la douleur émotionnelle, reflétant ainsi la difficulté de trouver un équilibre entre la proximité et l'indépendance dans les interactions humaines
- 27 - Deblock C. op cit. p20.
- 28 - Ibid
- 29 - Forum des puissances émergentes créé en 2009 en Russie et qui réunissait le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud. Depuis le 01 janvier 2024, les BRICS se sont élargis en intégrant de nouveaux membres à savoir, l'Iran, l'Éthiopie, les Émirats Arabes Unis, l'Arabie Saoudite et l'Égypte. L'Argentine initialement invité à rejoindre les BRICS à décliner l'invitation après l'élection du nouveau président Javier Milei.
- 30 - Direction générale du Trésor, France (2023). Le commerce extérieur de l'Inde. <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2023/03/16/le-commerce-exterieur-de-l-inde-en-2022#:~:text=Les%20%C3%A9changes%20commerciaux%20de%20l'Inde,%27industrie%20indienne>
- 31 - Ibid

Equipe Editoriale

Direction

Christian Deblock

Professeur honoraire au département de science politique de l'UQAM et directeur de recherche du CEIM.

Rédaction

Brice Armel Simeu

Doctorant et chercheur en résidence au CEIM.



Le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Adresse civique

UQAM, 400, rue Sainte-Catherine Est
Pavillon Hubert-Aquin, bureau A-1560
Montréal (Québec) H2L 2C5 CANADA

Adresse postale

Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, succ. Centre-Ville
Montréal (Québec) H3C 3P8 CANADA

Téléphone : 514 987-3000, poste 3910

Télécopieur : 514 987-0397

Courriel : ceim@uqam.ca

Site web : www.ceim.uqam.ca



UQAM



Centre d'études sur l'intégration
et la mondialisation

Chronique Commerciale
Américaine